

BLOC-NOTES

« **Richard,** tu es là ? Je n'ai pas de très bonnes nouvelles pour *Recto Verso*. » André, au téléphone. Il revient d'un long périple dans le Cône Sud de l'Amérique, l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Brésil en cinq semaines.

Au Brésil, notre journaliste André Seleanu devait se rendre à Porto Alegre, un lieu devenu mythique pour toute la mouvance de gauche, depuis que s'y est tenu le 1er Forum social mondial, en janvier 2001. Le second Forum s'y déroulera également en 2002. Porto Alegre est aussi célèbre pour son mode original de gouvernement, le *budget participatif*, qui associe le simple citoyen à l'administration de sa ville (tiens, un sujet très d'actualité au Québec, à la veille des élections municipales). Mais André nous montre (voir son article, page 30) que le mythe est... un mythe. Il était un peu déçu. Moi pas.

André avait profité du Sommet des Amériques, en avril 2001, à Québec, pour prendre contact avec des politiciens latino-américains, des professeurs, des syndicalistes, des militants d'ONG. Il est allé rencontrer ces personnes chez elles. Nous voulions constater comment évoluait la politique, là-bas, par rapport au projet d'intégration économique continentale des trois Amériques.

Ça vous surprend ? Moi pas.

Il a trouvé des pays aux prises, chacun, avec leurs démons, comme nous. Nous, c'est LA question nationale irrésolue. Eux, Chiliens, c'est le cauchemar de la dictature qui s'est abattue sur ce beau pays en 1973. C'est la folie des institutions financières mondiales qui mettent l'Argentine en coupe réglée, ruinant l'économie et les petits épargnants, appauvrissant les plus pauvres. L'Uruguay bucolique, qui se relève aussi d'une sanglante dictature. Et enfin, l'immense Brésil, immensément riche, le pays au monde la répartition des richesses est la plus inégale. Ces pays sont toujours plus ou moins au bord de l'explosion sociale. Leurs élites tiennent la mèche.

En politique, rien de plus dangereux que les illusions entretenues par l'aveuglement. On juge sur pièces. Et la démocratie n'a jamais été un exercice facile. Et la démocratie ne peut pas tout faire, assurer le bonheur des peuples d'un coup de baguette magique.

Au Mexique non plus, la démocratie n'a pas la vie facile. Elle se fourvoie, commet l'irréparable, peut se transformer en dictature de la majorité. Des tyrans, dans notre histoire, ont été plébiscités. Chez nos associés dans l'Aléna, et ailleurs dans le monde, on a salué l'alternance électorale qui a amené au pouvoir Vicente Fox l'an passé.

La journaliste Denise Proulx allait au Mexique avec l'idée bien arrêtée de vérifier sur le terrain ce qui commence à circuler sur la politique du nouveau gouvernement à l'égard des 11 millions d'indigènes dont la population se concentre principalement dans les États du sud du pays. Cette politique a un nom, *Plan Puebla-Panama* (voir p. 22). C'est un ambitieux projet pour amener le développement économique au sud, depuis l'État de Puebla, qui jouxte Mexico, jusqu'à Panama.

Vicente Fox mise sur la réussite économique pour se tailler un place dans les manuels d'histoire. Comme Robert Bourassa et son programme pour créer

100 000 emplois, au début des années 1970, grâce au harnachement des rivières qui se jettent dans la Baie James.

Le problème, dans les deux cas, c'est que les Autochtones ne veulent rien savoir de céder leurs terres pour permettre aux Blancs de faire de l'argent sans payer de compensation, sans consultation, sans que les premiers occupants aient seulement leur mot à dire.

Au Québec, ça s'est terminé devant les tribunaux et, oh ! surprise, les Indiens ont gagné. D'ailleurs, on est toujours plus ou moins devant les tribunaux, pour régler ces affaires-là. C'est normal. C'est les affaires.

Au Mexique, le gouvernement, les potentats locaux et d'ambitieux capitalistes, pas tous mexicains d'ailleurs, feraient bien l'économie d'une redevance aux Indigènes. Et, surtout, pas question de refuser au puissant voisin États-Unien son eau, son énergie, ses mines et ses bijoux. Aussi, militaires et paramilitaires pullulent dans les territoires indigènes. Les exactions se multiplient. Les Autochtones ont décidé de porter leur cause devant les tribunaux, d'abord pour faire casser une loi passée en juillet 2001 qui les dépouille de leurs droits.

Pour le Mexique de Vicente Fox et de l'Aléna, notre associé, c'est un test : le Mexique forme-t-il une société de droit ? Reconnaît-il, comme nous, les droits aborigènes ? Les tribunaux rendent des sentences équitables ? Ou y règle-t-on ces questions au bout du fusil ?

Denise, en compagnie du photographe Benoît Aquin, est revenue toute retournée de son séjour. Elle était outrée par ce qu'elle avait vu. Moi pas.

Rule of law, force reste au droit, ces formules apparemment simples qui ont fait du chemin au fil des siècles dans nos sociétés ne s'imposent pas d'elles-mêmes, d'un trait de plume au bas d'un traité. L'Union soviétique avait, sur papier, disaient, la meilleure constitution nationale qui fût : derrière le paravent de papier, une des plus sanglantes tyrannies de l'histoire humaine a sévi pendant trois-quarts de siècle. À son heure, elle est tombée comme un fruit mûr, comme l'Iran du Shah, la France de Louis XVI, etc.

Ce sont les lendemains des révolutions ou de changements de régime qui déchantent. Voyez Eltsine et Poutine, les ayatollahs, la Terre en 1792. Le grand soir se mue en grande noirceur. C'est la révolution, la démocratie confisquée.

Alors, Fox, au Mexique, le *Partido dos Trabajadores*, à Porto Alegre, ce qu'ils en font, du pouvoir dont on les a investis, cela vous choque ? Vous heurte ? Vous surprend ? Moi pas. (J'ironise, vous l'avez compris.)

— Richard Amiot